

# « L'éthique est à la fois un engagement et un questionnement. »

Professeur associé de philosophie et d'éthique à la Faculté de médecine de l'Université Paris-Saclay et co-directeur de l'Espace éthique Île-de-France, Fabrice Gzil constate une montée en puissance des initiatives éthiques, notamment dans le secteur médico-social.

**Union Sociale: La démarche éthique doit respecter des étapes très précises. Quelles sont-elles?**

**Fabrice Gzil:** La démarche éthique est à la fois un engagement et un questionnement. L'engagement est celui de tous les soignants qui souhaitent favoriser la qualité du lien, de l'accompagnement et la promotion de l'autonomie de la personne. À ce titre, l'éthique n'est pas une discipline hors sol. Elle s'inscrit au cœur des pratiques professionnelles. Cette exigence d'un accompagnement de qualité conduit les professionnels du soin à se questionner sur leur manière d'agir et les valeurs qu'ils défendent, en dépit d'un contexte parfois difficile. Devant une situation qui peut ressembler à un dilemme, les

équipes vont interroger leurs pratiques, ce qui va contribuer à optimiser leur engagement. Cette réflexion doit s'appuyer sur deux principes fondamentaux. Tout d'abord, respecter la valeur et la diversité des points de vue quitte à ce que ces derniers bousculent un certain nombre de certitudes. Il est également nécessaire d'organiser une collégialité, de façon à ce que la situation ou le principe visé soit questionné collectivement.

**US: Comment les établissements et les services peuvent-ils se saisir de cette démarche?**

**FG:** Les établissements et services doivent tout d'abord soutenir cette démarche quand des salariés émettent le souhait de se questionner collectivement

## Un rendez-vous éthique incontournable

Les Universités d'automne de l'Espace éthique d'Île-de-France qui se sont déroulées à Marseille les 15, 16 et 17 novembre derniers, ont constitué un vrai temps fort pour tous ceux qui accompagnent les personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer. Rassemblant de nombreux acteurs (des soignants, des philosophes, mais également des juristes), ces Universités ont donné lieu à des interventions aussi passionnantes qu'éclairantes, comme celle de Pierre Le Coz, professeur des Universités en philosophie et directeur de l'Espace de réflexion éthique PACA Corse ou encore celle de Sylvie Robin, professeure de la

chaire supérieure de philosophie, enseignant en classes préparatoires au Lycée Louis-le-Grand, Paris. Atteinte de sclérose en plaques, celle-ci a proposé une réflexion sur le sens de la maladie, pouvant apparaître comme un accélérateur de prise de conscience de notre condition d'être humain amené un jour à devenir fragile. Au-delà de toutes ces interventions en séance plénière, plusieurs ateliers ont permis une réflexion en plus petits comités à partir de cas concrets issus du terrain sur des questions aussi diverses que: accompagner la fin de la vie, préserver une vie intime et affective pour les personnes accompagnées,

concilier sécurité et liberté ou encore faire face aux refus des propositions d'aide, un atelier co-animé par Marie-Pierre Pancrazi, psychiatre, gériatre, coordinatrice du CMRR de Corse et Claire Journou, conseillère technique « Personnes âgées » au sein de l'Uriopss Provence-Alpes-Côte d'Azur, une union partenaire des Universités. Celui-ci a été une occasion de revenir sur le cadre législatif et philosophique entourant la question, mais également d'envisager les options possibles au regard de la situation des personnes accompagnées, de leurs proches, mais également des professionnels. ●



© Françoise Stjepovic

pour éclairer leur engagement, en leur permettant de bénéficier du temps et de l'organisation pour atteindre cet objectif. Il convient également d'offrir à cette démarche toute la souplesse nécessaire car celle-ci peut prendre des formes très diverses qui peuvent passer par la création d'un comité, mais également par des temps d'échanges plus informels. Il faut également préciser que les sujets traités peuvent être variés. Il s'agira parfois de répondre à des situations très quotidiennes, parfois de mettre en discussion des grands principes ou encore de faire évoluer les organisations pour un accompagnement de qualité. Il convient donc de ne pas s'autocensurer pour mener cette démarche. Un autre prérequis est de permettre à tous les membres de l'établissement ou du service visé de participer. L'éthique ne doit pas rester entre les mains d'un nombre restreints d'experts chargés de réfléchir sur une question, mais bien irriguer l'ensemble de la structure dans laquelle cette démarche est menée.

**US: Dans un environnement de plus en plus complexe pour les acteurs de la solidarité, quels peuvent-être les apports de la démarche éthique ?**

**FG:** Tout d'abord il faut bien rappeler que l'éthique ne pourra jamais remplacer le manque de moyens dont souffrent de nombreux établissements pour proposer un accompagnement de qualité. Cela étant dit, cette démarche peut permettre aux professionnels de faire un pas de côté, une pause dans leur quotidien, dont le rythme est bien souvent effréné,

et de questionner collectivement la mise en œuvre des valeurs auxquelles ils sont attachés. En ce sens, l'éthique peut leur donner la possibilité d'obtenir certaines réponses ou du moins un peu plus de cohérence dans leurs pratiques professionnelles et de se ressourcer.

**US: Quels sont les secteurs les plus dynamiques dans ce domaine ?**

**FG:** L'Espace éthique d'Île-de-France s'est doté d'un Observatoire des pratiques éthiques en Île-de-France et nous dénombrons actuellement 130 structures de réflexion éthique dans la région. Toutes ces structures étaient traditionnellement très présentes dans le secteur de la santé et de la recherche biomédicale, mais les choses sont en train de changer. En effet, les acteurs du médico-social, notamment dans le grand âge et du handicap, sont de plus en plus nombreux à structurer une démarche de réflexion éthique. Le phénomène a pris une nouvelle dimension depuis la crise sanitaire, mais également sous l'impulsion de la Haute autorité de santé qui a établi des exigences très fortes sur le sujet dans son dernier référentiel d'évaluation des ESMS. Cette dynamique est très positive et va sans doute nous conduire à inventer de nouvelles manières de pratiquer cette démarche éthique pour l'adapter aux réalités de ces différents secteurs. En effet, les questions abordées dans le médico-social ne sont pas les mêmes que celles qui se posent dans le sanitaire.

**US: Quels sont les freins identifiés pour que cette démarche éthique se développe encore chez les acteurs de la solidarité ?**

**FG:** Tout d'abord, il convient d'être vigilants vis-à-vis de ce que j'appellerais l'« éthique vitrine ». Il ne suffit pas d'annoncer qu'une démarche est menée sur du papier glacé pour que cette démarche devienne une réalité. Pour que celle-ci fonctionne concrètement, il convient de donner le temps et les infrastructures aux personnes qui souhaitent la porter, ce qui implique un certain portage institutionnel qui n'a pas lieu partout. Enfin, pour que cette démarche puisse s'inscrire durablement dans les établissements et les services et ne pas dépendre d'une seule personne particulièrement active sur le sujet, il faut miser sur la formation d'une équipe dédiée qui pourra prendre le relais en cas de départ d'un des membres. Dans ce domaine, certains progrès méritent d'être réalisés. ●

**Propos recueillis  
par Antoine Janbon**